

Ce qui avait été négocié & aurait évité le conflit Arménie-Azerbaïdjan

- 
- 
- 
- 
- 
- 

Qu'est-ce qui a été négocié et qu'est-ce qui a été exigé par la communauté internationale avant la démission de Ter-Petrosyan?



DiasporArm



Documents déclassifiés du département d'État

Ci-dessous des extraits de l'article d'Azatutyun « Ter-Petrosyan's 1997 resignation », y compris des documents perspicaces du département d'État américain.

Les documents récemment déclassifiés viennent confirmer que la guerre de 2020 a été perdue en 1997 en raison du manque de perspicacité d'une personne, ce qui a marginalisé l'Arménie.

En effet, si la paix avait été instaurée en 1997, l'Arménie serait aujourd'hui le carrefour des pipelines énergétiques, avec une stature économique et géopolitique complètement différente.

Il y a exactement 25 ans, le 3 février, le premier président de l'Arménie indépendante, Levon Ter-Petrosyan, a présenté sa démission, notant qu'une telle demande lui avait été présentée par les forces connues.

Le processus de négociation sur la question de l'Artsakh a commencé à devenir actif un an avant la démission de Ter-Petrosyan, en 1997. Deux facteurs y ont contribué. Premièrement, l'Azerbaïdjan a commencé à signer les premiers accords sur l'installation de gazoducs et de oléoducs, et l'Occident souhaite instaurer la stabilité et la paix dans la région. D'autre part, en janvier de la même année, un nouveau format a été établi: la Russie, les États-Unis et la France co-présidence. Comme en témoignent les télégraphes diplomatiques du département d'État, à ce stade, il était dans l'intérêt des trois parties de régler cette question et de montrer ainsi que l'Occident et la Russie pouvaient coopérer et contribuer à la paix en Europe.

En février, le sous-secrétaire d'État américain Strobe Talbott rencontre le ministre arménien des Affaires étrangères Alexander Arzumanyan et lui demande de faire savoir au président Ter-Petrosyan que trois superpuissances s'occupent actuellement de la question de l'Artsakh ; C'est un fait qui ne doit pas être ignoré.

Les trois parties soulignent qu'elles sont prêtes à agir comme un seul front et à intensifier la pression, afin que les parties en conflit fassent des concessions. Il est décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de la réunion Eltsine-Clinton qui se tiendra un mois plus tard, en avril, à Helsinki. Le Président des États-Unis lance la discussion sur la question lors du déjeuner de travail.



L'ancien président russe Boris Eltsine et l'ancien président américain Bill Clinton
Deux semaines plus tard, les trois négociateurs se rencontrent à Washington et, pour la première fois, unissent leurs idées pour rédiger un document unique.

Après quelques jours, ce document est discuté et adopté au niveau des présidents, lors de la réunion de Paris de Clinton, Eltsine et Chirac.

À la fin du mois de mai, les médiateurs apportent déjà ce document, connu plus tard sous le nom de « résolution globale », dans la région. Depuis les premières minutes de la rencontre avec le président arménien jusqu'au dernier moment, les envoyés insistent sur la même idée : ils sont unis et sérieux.

« Les trois pays, des présidents à leurs gouvernements, ont travaillé dur pour faire avancer le processus de paix en toute responsabilité », selon le document déclassifié, affirme le secrétaire d'État adjoint américain à Ter-Petrosyan, soulignant que « la communauté internationale attend des parties qu'elles répondent à leurs efforts avec le sérieux qui leur est dû ».

Puis les dirigeants des États-Unis, de la Russie et de la France, à leur tour, lors du sommet des « Huit Grands » à Denver, adoptent la première déclaration commune sur la question de l'Artsakh.

« Le cessez-le-feu ne suffit pas en soi. La communauté internationale exhorte à

parvenir à un règlement définitif, et nous sommes convaincus que l'établissement d'une paix stable et durable dans la région ne doit pas être retardé » ont déclaré Eltsine, Clinton et Chirac.

Après avoir rencontré la secrétaire d'État Albright à Denver, le ministre russe des Affaires étrangères propose de recourir à des menaces et à des sanctions. « Vous, les Américains, pouvez faire quelque chose avec les Azéris en utilisant le pétrole comme levier. Vous pouvez dire que si les choses ne fonctionnent pas, vous n'encouragerez pas vos entreprises à aider l'Azerbaïdjan dans la production de pétrole. Quant à l'Arménie, nous utiliserons les armes comme levier. En d'autres termes, la Russie peut menacer l'Arménie de ne pas donner d'armes, et vous pouvez faire avancer le facteur pétrolier ».

Malgré ces avertissements, Stepanakert et Bakou rejettent catégoriquement la « résolution emballée ». Dans environ deux mois, les coprésidents présentent la nouvelle « Résolution par étapes », fondée sur les mêmes principes, sur un plan de mise en œuvre élargi. En particulier, si le premier plan, la « résolution globale », supposait que la restitution des territoires et la détermination du statut devaient avoir lieu simultanément, les médiateurs proposent maintenant de libérer d'abord les territoires, de renvoyer les réfugiés, d'assurer la sécurité et l'autonomie de l'Artsakh, puis d'aborder les questions de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et du statut de l'Artsakh.

À la lumière de ces efforts constants des coprésidents, le président arménien convoque une conférence de presse en septembre et souligne combien il est dangereux pour la partie arménienne d'aller à l'encontre de la volonté de la communauté internationale : « Que pensez-vous, la communauté internationale va-t-elle permettre que cette situation se maintienne pendant 20 ou 30 ans ? » Elle est exclue, et la communauté internationale trouvera les moyens de nous appauvrir à tel point que non seulement nous serons incapables de réaliser ce que nous pouvons réaliser aujourd'hui par des compromis, mais nous serons également dans une situation bien pire.

Après la conférence de presse de Ter-Petrosyan, les médiateurs commencent à discuter de la façon de convaincre Stepanakert. Le président français Jacques Chirac, après avoir rencontré le président arménien à Strasbourg en octobre, propose d'inviter le nouveau Premier ministre Kocharyan et d'autres politiciens

influent de l'Artsakh à Paris.

« L'objectif est de faire pression sur eux pour qu'ils parviennent à un accord. Ensuite, Kocharian pourra être invité à Moscou, puis à New York, où on lui dira la même chose », suggère le vice-ministre français des Affaires étrangères au secrétaire d'État adjoint américain, selon les documents déclassifiés.

L'idée, cependant, ne donne aucun résultat. Après la visite de Kocharyan, le vice-ministre français des Affaires étrangères a envoyé un télégramme secret à Washington : « Nous n'avons pas réussi à obtenir un changement réel dans les positions de Kocharyan, et nous ne voyons aucune perspective réelle d'entamer des négociations ».

Tenant d'expliquer le phénomène de rejet brutal de la communauté internationale, les médiateurs supposent même que Ter-Petrosyan et Kocharyan jouent un jeu concerté : l'un rejette les médiateurs, et l'autre se déclare prêt à des compromis.

Les diplomates décident de se retrouver à Paris dans quelques jours. Jusque-là, deux semaines après la conversation Primakov-Talbott, Ter-Petrosyan démissionne.

« Je m'abstiens de tout commentaire ou évaluation pour éviter d'aggraver la situation. Je considère seulement qu'il est nécessaire de mentionner que discuter de la question de l'Artsakh n'était qu'une excuse pour la crise de gouvernance. La question est beaucoup plus profonde et liée aux principes de l'État et de l'alternative de la paix et de la guerre. En fin de compte, la vie montrera qui a accompli quelque chose pour l'Artsakh et qui le vend réellement », a déclaré le premier président dans son discours.

Ces jours-là, la résolution proposée proposait de retirer les forces arméniennes des territoires occupés, à l'exception de Lachin, afin de créer une ligne de démarcation entre les parties - une zone tampon, qui devrait rester complètement inhabitée et sous le contrôle des forces de l'OSCE. Le corridor de Latchine devait faire 22 km au lieu des 5 km actuels, et l'Azerbaïdjan a dû le louer à l'OSCE, qui à son tour a dû le remettre aux autorités de l'Artsakh.

L'Artsakh aurait dû avoir son propre drapeau, ses armoiries, son hymne et sa

constitution. Les citoyens auraient pu servir dans l'armée sur le territoire de l'Artsakh, et l'armée, les forces de sécurité et la police azerbaïdjanaises n'auraient pas le droit d'entrer dans l'Artsakh sans l'autorisation des autorités locales. Stepanakert aurait également reçu le droit d'établir des relations extérieures avec des pays étrangers et des organisations internationales dans les domaines de l'économie, de la science, de la culture, des sports et des questions humanitaires. Après ces étapes, dans la phase suivante, il a été suggéré de passer à la clarification du statut. En outre, la communauté internationale promet de déployer des forces de maintien de la paix pour garantir la sécurité.

Les documents diplomatiques montrent que dans les négociations à huis clos sur la question, les médiateurs soulignent à plusieurs reprises que c'était le meilleur auquel ils pouvaient penser et le meilleur qu'ils pouvaient offrir aux parties. Dans le même temps, les superpuissances ont averti la partie arménienne qu'en ne parvenant pas à une solution, l'Arménie perdrait des opportunités de développement et de prospérité.

« 1997 est l'année pour prendre une décision sur les gazoducs et les lignes de transport. Supposons que la partie arménienne ne soit pas en mesure de participer aux développements régionaux. Dans ce cas, ses conséquences seront coûteuses pour l'Arménie, ce qui n'est dans l'intérêt de personne », avait averti James Collins, l'ambassadeur américain chargé des missions spéciales, au ministre arménien des Affaires étrangères quelques mois auparavant.

Le secrétaire d'Etat adjoint Srtob Talbot a également souligné que la participation de l'Arménie à des projets énergétiques et régionaux dépend du règlement de la question de l'Artsakh.

Après la démission du premier président, pendant plus de deux décennies, les trois dirigeants de l'Arménie ont adopté la politique de maintien du statu quo. Tous trois ont accusé Ter-Petrosyan de défaitisme et de trahison à différentes phases de leur règne.

source : diasporarm